

## LÉON BLUM ET LA PRATIQUE DU POUVOIR, 1936, 1946

COLLOQUE DE LILLE, SOCIALISME, RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE, 1936, 1946, 1956, 1966, 17-18 NOVEMBRE 2006

Actes non publiés à la date du 22 novembre 2009; le texte est conforme à l'original, seules les notes ont été mises à jour.

### Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7

Léon Blum, icône de la SFIO puis de son successeur, le parti socialiste, appartient-il au camp du changement ou à celui du *statu quo* socio-économique et politique? Homme de la rupture contraint de renoncer à la « prise du pouvoir » par la force des éléments contraires menant à la banale « occupation du pouvoir »? Ce membre lettré de la moyenne bourgeoisie s'était classé à gauche en s'engageant dans le camp dreyfusard. Les lendemains de 1914 le classèrent à la droite de la gauche, dans celui de l'Union sacrée, place que lui confirma l'après-guerre. Il incarna, en décembre 1920, la tradition social-démocrate de la « vieille maison », opposée aux bolcheviques, ses ennemis d'une vie entière – hostilité que ses biographes, tel Ilan Greilsammer, imputent « avant tout » à une « critique [...] d'ordre moral ». Il la traduisit à la direction politique du quotidien de la SFIO, *Le Populaire*, que le parti lui confia après la scission et dont il fit une tribune antibolchevique. Il la confirma en 1926 par le distinguo entre « prise » et « occupation du pouvoir » - nouvelle mouture d'un vieux débat entre révolution et attachement au système capitaliste -, puis par l'adhésion à la « réforme de l'État » qui le mit au diapason des dirigeants de l'économie et de la société françaises<sup>1</sup>. Sa passion antibolchevique, indépendante des soubresauts qui scandèrent la vie de la Russie soviétique (puis de l'URSS), n'avait pas attendu l'ère du triomphe de Staline.

Blum devint cependant un symbole de la gauche lorsque, hissé par les urnes à la tête du gouvernement de la France, puis confronté aux plus grandes grèves ouvrières de l'histoire de la France, il fut conduit à les sanctionner par l'octroi d'acquis sociaux à leur mesure. Outre ce signe « positif » de l'adhésion au camp de la gauche, au moins deux signes « négatifs » l'y installèrent. 1° Il suscita une haine publique pathologique de la droite déchaînée, dans les années trente, contre l'héritage des Lumières et gagnée à un antisémitisme spectaculaire : « le juif Blum » agoni d'injures fut ainsi classé dans le camp opposé à celui des puissants. La violence extrême de la campagne antisémite dont il devint la cible éloigna de lui l'accusation de modération à laquelle prêtaient les choix qu'il avait opérés depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. La droite entière ayant fait une équation des « accords Matignon » et du péril rouge, l'accusation d'encourager l'incendie révolutionnaire compléta le portrait du Blum « radical ».

2° S'il peut passer pour avoir incarné le progrès social de 1936-1937 il n'accolla ni alors ni en 1946-1947 à sa Présidence du Conseil aucune réalisation, intérieure ou extérieure, de gauche ou antifasciste. Mais il se construisit au prix d'un gros effort personnel l'image d'un homme de gauche écrasé par la fatalité et n'ayant abdiqué ses projets de profondes réformes ou son internationalisme sincère que sous la pression d'une irrésistible fatalité : déchiré, impuissant, accablé, entre lâchage contre son gré de l'Espagne républicaine et « lâche soulagement » de l'abandon par d'autres que lui de la Tchécoslovaquie; forcé après-guerre de choisir une « troisième voie » entre les deux contre-modèles du capitalisme américain et du totalitarisme soviétique ou de prôner la soumission des salariés aux rigueurs de la reconstruction comme il avait dû consentir à l'inévitable « Pause » de 1937.

Les archives dressent de Léon Blum une image, intérieure et extérieure, autre que celle de la légende, et suggèrent que la SFIO remit son sort ou son journal à un homme politique « classique » lié à « ceux d'en haut » plus qu'à « ceux d'en bas ». Restituer cette image implique de renoncer au chantage affectif qui impute tout examen critique de ses relations

avec les privilégiés à l'antisémitisme déclaré ou honteux. Des fonds divers permettent de se dégager du modèle ou de lever le tabou que fixa en 1966, et durablement, Annie Kriegel en imputant à l'antisémitisme l'opposition farouche qu'avait manifestée à Blum le PCF - ancien parti de l'historienne, avec lequel elle ne cessa plus de régler des comptes <sup>2</sup>.

### LÉON BLUM, CHEF D'UNE GAUCHE CONSERVATRICE À L'INTÉRIEUR

Léon Blum appartenait à la bourgeoisie, voire à la grande bourgeoisie, notamment par l'importance de ses revenus, leitmotiv des rapports de police que rien *a priori* ne permet de récuser pour malveillance : les RG étaient chargés de fournir ce type de renseignement sur tous les hommes politiques et ils prêtaient à beaucoup d'entre eux, y compris à gauche, des sources d'enrichissement et des revenus d'une importance que leurs électeurs ne soupçonnaient pas. Seule la gauche communiste était, à propos de la rubrique : « situation de fortune », régie par les formules « : néant » ou « : vit du produit de son travail » <sup>3</sup>. Ce niveau élevé de richesse alignait le comportement de Blum sur celui des classes dirigeantes, y compris, peut-être – si les rumeurs de juin 1932 en provenance de « certains services de la Banque de France » étaient fondées -, en matière d'exportation des capitaux en Suisse. <sup>4</sup>

Le directeur politique du *Populaire* entretenait avec le grand capital des rapports étroits, qui assurèrent la survie délicate de son journal en le dotant de riches « commanditaires ». Lorsqu'il choisit en 1928 Ludovic-Oscar « Frossard comme rédacteur en chef » du *Populaire*, cette « fonction importante » ne consacra pas le généreux pardon au fils prodigue que postule son biographe <sup>5</sup> : l'ancien chef communiste rallié à la SFIO en 1924 dépendait alors, entre autres, d'« un groupe d'industriels martiniquais » qui en avaient fait leur « candidat [député] à la Martinique »; « Léon Blum a insisté tout particulièrement auprès de ses amis pour imposer Frossard [...] et [...] est allé jusqu'à menacer de donner sa démission du parti. » <sup>6</sup>. Son origine sociale et le milieu que l'amènèrent à fréquenter les études poursuivies à l'École libre des Sciences politiques, après un passage écourté à l'École normale supérieure, firent de ce brillant intellectuel un intime non des milieux populaires mais de la frange supérieure des élites dirigeantes.

Parmi les amis ou relations du conseiller d'État figuraient les inspecteurs des Finances, chez lesquels un sens aigu des intérêts personnels se conjugait avec un antibolchevisme obsessionnel. On bornera la liste à deux noms : Philippe Berthelot, secrétaire général du Quai d'Orsay, organisateur de la tentative d'intervention armée contre la révolution bolchevique puis, après son échec, du « cordon sanitaire » <sup>7</sup> et affairiste de première grandeur, malgré la promptitude erronée (ou indulgente) de Léon Blum (cautionnée par Ilan Greilsammer) à attribuer la mise en cause de « son ami [dans ...] le scandale de la Banque de Chine <sup>8</sup> » aux seules « haines sourdes qui s'étaient accumulées contre lui » <sup>9</sup>; Paul Baudouin, haut fonctionnaire devenu président de la Banque d'Indochine grâce aux bontés de la République, qui vira au fascisme et joua un rôle clé dans les préparatifs et la création de Vichy. Pivot de la synarchie, « ce bellâtre à la parole facile » qui, dans la république agonisante, avait, comme ses pairs, troqué l'anglophilie pour une anglophobie tapageuse et que le dernier ambassadeur britannique, Campbell, trouvait « sinistre », ne cessa de fasciner Blum : après l'avoir aidé à entrer à la Trésorerie, marchepied pour sa carrière bancaire, ce dernier demeurait « en avril 1940 [...] entiché » de ce fasciste notoire et clamait : « Baudouin, ce sera le dynamisme civil et de Gaulle, le dynamisme militaire! » <sup>10</sup>. Il attendit le vote des pleins pouvoirs du 10 juillet 1940 pour admettre que « personne ne pouvait avoir confiance en lui parce qu'il avait changé rapidement d'opinion et que, anglophile la veille, il aiguillait aujourd'hui la France vers une politique germanophile. » <sup>11</sup>.

Le conseiller d'État dreyfusard avait choqué son milieu par des audaces limitées à la culture, mais il lui demeura fidèle en adhérant à la « réforme de l'État » : il rejoignit par là ceux qui dans l'entre-deux-guerres jugeaient intolérables les droits du Parlement et les

capacités populaires de réaction y afférentes, mais détourna l'attention de ce ralliement à la dictature des élites par une touche de gauche, le distinguo entre occupation et conquête du pouvoir. La seconde l'horrifiant d'emblée, restait la première, que le résultat des élections législatives d'avril-mai 1936 lui permit d'assumer. Pas plus que le chef du Cartel des Gauches, Herriot, Blum ne pouvait cependant inquiéter ceux qui dirigeaient vraiment la France. Sa modération socio-économique était aussi notoire que celle de son ministre des Finances Vincent Auriol et il ne contestait pas plus que le vainqueur radical des élections de mai 1924 la tutelle établie sur la France par la Banque de France et relayée par le ministère des Finances – sans parler des autres fiefs du capital.

Comme tous ses pairs, de gauche (en 1924) ou de droite, le Premier ministre pressenti subit en compagnie d'Auriol avant son intronisation parlementaire les consignes déflationnistes de la Banque de France. Elles furent, courant mai, administrées selon la coutume par Rothschild et Wendel<sup>12</sup>, peu fondés à s'affoler, un « bleu des RG » l'avait annoncé au lendemain du deuxième tour : « le bruit court dans les milieux financiers que M.M. Léon Blum et Vincent Auriol consultent très fréquemment les conseillers financiers de la Banque de Bâle auxquels ils auraient soumis encore tout récemment les projets qu'ils comptent présenter à la nouvelle Chambre » au motif que leurs « avis [...] seraient dégagés de toute préoccupation personnelle et ne subiraient pas d'influence politique »<sup>13</sup>. Ces non « politiques » désignaient les dirigeants de la Banque des règlements internationaux sise à Bâle et dotée de la franchise fiscale, club de banques centrales qu'avaient créé (en 1930) les États-Unis dans le cadre de leur Plan Young en vue de gérer au mieux les intérêts communs (la déflation des salaires) ou contradictoires (une partie du reste) des alliés-rivaux les plus puissants de la planète : du côté français, ils représentaient la Banque de France, dont provenait le directeur général Pierre Quesnay, fasciste synarque qu'obsédait, plus que jamais depuis la crise, la « révolution mondiale » présumée imminente<sup>14</sup>.

Ladite banque et tous les milieux qu'elle influençait avaient décidé contre le nouveau cabinet la guerre, qui fut sans merci, quoique son chef ne fût pas en guerre contre eux. Outre que Léon Blum partageait leur conception de l'économie et des conditions de la « confiance » du capital, il pouvait en attendre quelque bienveillance réelle, à défaut de bienveillance officielle. Le grand patronat avait opté pour la « politique du pire », au terme de deux ans de grondement des masses qui condamnait à un échec électoral certain ses féaux directs, de la droite « républicaine » à l'extrême. Il comptait sur l'anticommunisme de la gauche non-communiste, Blum compris, que sa presse et ses partis agonissaient pourtant d'injures : « la Confédération générale du patronat français<sup>15</sup>, le Comité des Forges et le Comité des houillères mettent [...] au point, *annoncèrent les RG dès juillet 1936*, un programme commun de campagne de presse et de pression parlementaire afin d'amener le gouvernement à se séparer, avant octobre, de l'emprise communiste. En contrepartie, ces comités [lui] offriraient en sous-main leur appui officieux. »<sup>16</sup>.

Blum avait rassuré par sa gestion des grèves qui l'alarmèrent, lui et ses principaux collaborateurs, presque autant que les cibles patronales de la gigantesque mise en mouvement des ouvriers français. L'attestent les fonds de la chambre de commerce de Paris, précis sur les moments clés qui précédèrent et suivirent les accords Matignon. Ces dirigeants patronaux haïssaient, certes, le leader de la SFIO et œuvrèrent sans répit à sa chute, mais sur l'instant, ils virent en lui le Messie qui ferait reculer la marée ouvrière, dont ils redoutaient également le péril politique : ils ressemblèrent de ce point de vue au patronat allemand, qui n'eut de cesse d'obtenir la défaite du SPD qui l'avait sauvé du naufrage en novembre 1918. Blum, aussi effrayé que ses interlocuteurs patronaux par « la gravité, qui devenait de plus en plus tragique, de la situation » (le président de la CCIP, Pierre-Ernest Dalbouze, le citant), lorsqu'il devint (le jeudi 4 juin) chef du gouvernement, accepta de recevoir la direction de la Confédération générale de la Production française (CGPF) que les instances régionales, affolées, avaient

déléguée à la discussion. Selon le récit de Dalbouze du 9 juin, « en présence de la gravité des événements, gravité qui s'avérait d'heure en heure extrêmement inquiétante, dans la nuit de jeudi à vendredi [du 4 au 5], nous avons eu un entretien avec le président du Conseil, M. Blum. Ceci se passait, par conséquent, avant qu'il se présentât devant les Chambres. Il a reconnu lui-même l'extrême gravité de la situation et il nous a demandé, en somme, d'être à côté de lui, pour pouvoir essayer de limiter le désastre. Nous lui avons indiqué que, dans sa déclaration ministérielle, il n'envisageait pas les choses essentielles pour nous, c'est à dire : le respect de la liberté et le respect de la propriété, et c'est dans cette nuit-là qu'il a pris l'engagement formel d'ajouter, après sa déclaration, la reconnaissance formelle du fait que la loi devait être respectée. C'est pour cela que vous avez vu qu'à la Chambre, postérieurement à la déclaration ministérielle, il a émis cette vérité qui n'aurait jamais dû pouvoir être discutée ». L'heure n'étant pas aux faux-semblants, le grand patronat, qui avait sollicité Léon Blum contre « une situation de révolution » (Dalbouze), admit alors les mérites de celui qui avait su canaliser le flot avec son collaborateur Jules Moch <sup>17</sup>, avant de reprendre sitôt signés les accords Matignon la guérilla qui abattait ce cabinet.

La défense du *statu quo* intérieur fit de Léon Blum un adversaire des revendications ouvrières que lui-même et les siens jugeaient excessives et perturbatrices : il aimait à croire, comme les éléments les plus droitiers et les plus ouvertement antibolcheviques de la SFIO, Jean Le Bail et Max Lejeune - et, sur un mode plus « technique », Jules Moch - s'en plainquirent au congrès national de juin 1938, que la grève de 1936 avait été un mauvais coup fomenté contre lui par les bolcheviques <sup>18</sup>. Il fut un adepte sincère de la Pause, officiellement décrétée en février 1937, mais entamée avec la contre-offensive patronale qui avait suivi la fin des grèves. Sa contribution au coup d'arrêt contre les revendications ouvrières fut notable, tant à court terme que pour les sinistres années à venir. Il remit en effet aux synarques un centre d'action étatique important en remettant un nouveau ministère de l'économie nationale à son ami Spinasse. Cet extrême droitier de la SFIO offrit à leurs délégués déjà en place dans l'appareil d'État (inspecteurs des Finances en tête) et à d'autres qui ne l'étaient pas encore, tel son intime Jean Coutrot, des atouts essentiels à une « réforme de l'État » synonyme d'assassinat de la République.

Blum ne pouvait ignorer ces objectifs grimés sous le déguisement « technique » qu'ils revêtirent alors, pas plus que, selon Laval, il n'ignorait les modalités du plan qui supposait son départ rapide. L'appui donné à Spinasse et à ses « techniciens » prétendus, sans parler du recours aux « experts » de la Pause, association de synarques, corrobore l'information dont se targua auprès de Franco Laval en avril 1937. Lui-même était « en contact avec Doriot, le colonel de la Rocque et le maréchal Pétain » pour prendre le pouvoir et il en avait informé Blum, qui ne souhaitait pas s'unir à ce quarteron de factieux mais ne combattait pas ces plans funestes à la République : « M. Laval était d'avis que le sauvetage de la France reposait sur un gouvernement Pétain et que le maréchal était déterminé à assumer cette responsabilité, mais que le président Blum, qu'il comparait à Alcalà Zamora et avec lequel ils travaillaient secrètement à cette fin, ne semblait pas enclin à l'accepter » <sup>19</sup>.

Avant même son retour ministériel d'après-guerre aux affaires, Léon Blum, dont la guerre accrut encore le modérantisme – proportionnel à l'intimité avec Washington -, occupa un rôle majeur dans les efforts en faveur du maintien du *statu quo* socio-économique. Avec ses amis, notamment Daniel Mayer, le secrétaire général de la SFIO, il seconda la politique droitrière de Gaulle, concours qui s'avéra décisif à l'automne 1945 où le vote de gauche connut un acmé historique. Blum fut un pivot de l'alliance, parfois quasi clandestine, avec la droite masquée en MRP – dont les Renseignements généraux font une « machine à ramasser les pétainistes » au moins autant que les communistes <sup>20</sup> -, seule parade à l'union à gauche que semblaient dicter les scrutins du second semestre de 1945. Il prôna donc l'alliance avec les cléricaux et la « tolérance » envers eux contre les anticléricaux de la SFIO, courant puissant

dans les régions cléricales de l'Ouest et du Nord. Ainsi, fin 1945, l'épiscopat régional était-il confronté aux assauts du quotidien socialiste *Nord Matin* qui citait, contre « Mgr Chollet », archevêque de Cambrai (depuis 1913) « et son coadjuteur Mgr Guerry, au sujet de leur attitude pendant l'occupation », « des extraits de circulaires diocésaines » où ils « recommandaient à leurs prêtres l'obéissance au Maréchal Pétain et le loyalisme à l'égard de sa politique ». La droite et les RG, qui avaient à se plaindre des « socialistes du Nord, demeurés sectaires et violemment anticléricaux, » se félicitaient en revanche « que certains leaders du parti, tels M.M. Léon Blum, Vincent Auriol, André Philip et autres [eusse]nt évolué dans une toute autre voie. »<sup>21</sup>

Blum était alors considéré comme le *deus ex machina* contre toute promiscuité avec le PCF. « Dans les milieux politiques de droite, rapportèrent les RG le 22 septembre, on rend hommage à M. Léon Blum, qui, malgré toutes les avances du parti communiste, s'est refusé à faire alliance avec ces derniers. On déclare que c'est grâce au chef socialiste que le Général de Gaulle pourra faire triompher sa politique qui tend de plus en plus à gouverner avec l'appui des éléments modérés en abandonnant les communistes et [...] en les éliminant dans un proche avenir des postes de commande. [...] Quelles que soient les raisons qui ont dicté l'attitude de M. Léon Blum, on fait remarquer qu'il a rendu un énorme service au Général de Gaulle »<sup>22</sup>. Après quoi l'intéressé prit la tête d'une ligne d'éviction des communistes exigeant recours momentané à une tactique « gauchiste » correspondant au rapport de forces de l'après-Libération : la SFIO était convaincue que la participation ministérielle du PCF à des postes sans pouvoir mais directement exposés à la colère des salariés (tels le Travail et la Production industrielle) affaiblirait l'adversaire principal. Blum, accompagné des mêmes éléments droitiers qu'avant-guerre, tels Jean Le Bail et Max Lejeune (mais on doit à l'honnêteté de préciser que les vrais « gauchistes » de la SFIO n'étaient pas moins anticommunistes qu'eux)<sup>23</sup>, ironisa sur la fin imminente de l'ère des revendications et l'arrivée de l'heure de l'action : fin octobre, son discours d'accueil du gouvernement post-électoral, insistant « sur les graves responsabilités du pouvoir », fut destiné aux « futurs ministres communistes ». Il savait « que le moment n'[était] pas encore venu d'élaborer une combinaison ministérielle d'où les communistes seraient exclus sans encourir les reproches des militants socialistes de base qui, malgré leurs griefs à l'encontre des communistes, n'admettraient pas une rupture du pacte d'unité d'action ». Mais il envisageait un avenir serein : la politique à laquelle on condamnerait les ministres du PCF abrègerait, pensait-il, leur stage gouvernemental « car [ils...] accepteraient difficilement une pareille discipline qui les exposerait à encourir les reproches de leur Parti au cas où certaines mesures se révéleraient impopulaires. Dans ce cas, il ne fait aucun doute que ceux-ci abandonneraient leurs fonctions au sein du gouvernement. À ce moment, les conditions favorables à la constitution d'un nouveau ministère ne groupant que les représentants du MRP et de la SFIO seront remplies, les communistes s'étant d'eux-mêmes exclus du pouvoir. Il sera alors facile aux dirigeants du parti socialiste de faire admettre ce nouvel état de choses aux militants de base qui auront pu constater que les communistes "fuyaient" les responsabilités ministérielles. »<sup>24</sup>

Le jugement final seul était pertinent : « les représentants du MRP et de la SFIO » durent, non pas attendre tranquillement le départ des communistes, mais déployer des efforts considérables, tant à l'échelle nationale qu'internationale, pour les bouter hors du gouvernement. Alors seulement les socialistes pourraient-ils conduire (pour peu de temps) en la seule compagnie du MRP la politique dont, dans le cabinet Gouin constitué après le départ de De Gaulle en janvier 1946, André Philip se faisait le champion : une déflation rigoureuse, « politique de Laval » ou « de Poincaré », selon les formules des militants socialistes aux sessions nationales de la SFIO de février (Staub, conférence des secrétaires fédéraux) et de mars 1946 (P. Bloch, au congrès), présentée comme la condition inéluctable des crédits en dollars de la Reconstruction. Crédits que Blum fut officiellement chargé d'aller quérir à

Washington, en rassurant le prêteur sur l'absence totale de « risque » français à gauche et en lui certifiant que l'ère nationalisatrice était révolue – condition américaine qui venait conforter des exigences patronales intérieures aussi impérieuses.

Le second semestre de 1946 ayant fait mûrir à la fois le mécontentement populaire et l'isolement relatif du PCF (malgré sa progression électorale de novembre), Blum reçut la gestion d'une étape décisive de l'éviction projetée par les forces non-communistes et les États-Unis : il dirigerait un « gouvernement homogène socialiste », astuce « technique » qui permit d'exclure pour un mois (décembre 1946-janvier 1947) le PCF que le vote populaire avait à nouveau placé en tête, au motif que le parti arrivé deuxième (le MRP) ne supportait point le rôle dirigeant du premier <sup>25</sup>. La formule, annonciatrice de nouvelles « mesures impopulaires », inquiétait les communistes surtout si la direction en était confiée à Léon Blum et à Le Trocquer : « ils craignent précisément qu'on invoque la position extra-parlementaire du leader socialiste pour justifier la formation d'un Cabinet d'Union nationale » <sup>26</sup>. C'est en effet ce qui fut, contre le PCF, préparé en compagnie du MRP pour maintenir un strict blocage des salaires en faisant barrage à l'échelle mobile et au salaire minimum que les « unitaires » de la CGT prétendaient obtenir. Dans le même temps, Léon Blum négocia et fit négocier l'appareil d'État (les Finances) sur les futures hausses des prix industriels un temps bloquées par la campagne dite de « baisse des prix », hausses incluant revalorisation compensant leur caractère différé. Cette campagne visait exclusivement à faire échec à la demande attendue d'une revendication de hausse des salaires par la CGT divisée entre unitaires (très majoritaires) et confédérés.

Au terme du semestre de tempête de hausses de prix qui avait abattu le pouvoir d'achat et découragé les salariés, les coalisés en attendaient, avec un effondrement communiste, de solides dividendes ministériels et syndicaux. À cette dernière tâche s'appliquèrent avec énergie la SFIO et le MRP ès qualités et leurs syndicats respectifs, Force ouvrière et la CFTC. L'affaiblissement des unitaires seconderait la scission de la CGT, dont Léon Blum fut un partisan notoire et un acteur important (avéré dans celle d'après-guerre, avec son intime Jules Moch, ministre régulier de l'après-Libération). Avec bien d'autres éléments, abordés ci-dessous vu leur dimension extérieure, cette tactique accélérerait l'éviction du gouvernement à laquelle les communistes se refusaient obstinément, sous quel prétexte que ce soit, indochinois ou autre. Confronté à leur capacité de réaction maintenue, Léon Blum dut partir au bout d'un mois, mais il prépara avec ses interlocuteurs habituels – les inspecteurs des Finances et les hommes politiques qui leur étaient attachés – l'étape suivante : les RG relevèrent son déjeuner de la mi-avril 1947 à « La Rôtisserie Périgourdine » en compagnie de Monick, gouverneur de la Banque de France, et de Robert Schuman, homme du Comité des Forges et vieil élu de la dynastie de Wendel qui avait voté les pleins pouvoirs à Pétain avant d'être nommé secrétaire d'État. L'homme politique auquel le préfet de Moselle se préoccupait encore en septembre 1945 de faire restituer son éligibilité succéderait bientôt à Ramadier alors Premier ministre <sup>27</sup>.

#### **SENS DU COMPROMIS À TOUT PRIX OU RECOURS À LA PROTECTION EXTÉRIEURE?**

Ce qu'on a dit plus haut de la soumission aux priorités des milieux financiers exclut d'emblée toute fermeté à l'égard du Reich, impératif auquel Léon Blum se plia sans difficulté apparente. Le maintien de l'Apaisement eut pour contrepartie l'opposition maintenue à toute reconstitution de l'alliance de revers avec l'URSS détestée : la principale différence à cet égard entre juin 1936-juin 1937 et la suite fut que ses successeurs l'avouèrent pratiquement, tandis que Léon Blum forgea le mythe de sa résistance vaine à des opposants échelonnés des radicaux à la droite « républicaine » ou extrême. Cette adhésion au compromis conduisit l'ambassadeur du Reich, le pangermaniste type von Welzeck, à apprécier autant Léon Blum que le non-juif Yvon Delbos, radical antisoviétique que le Premier ministre pressenti avait

d'emblée préféré, pour le ministère des Affaires étrangères, à Herriot, agréé par les communistes comme « l'un des plus fervents promoteurs du pacte franco-soviétique »<sup>28</sup>. Welzeck ne cessa de faire valoir auprès de Berlin la « modération » de Blum, sa compréhension des problèmes et l'excellence de son attitude à l'égard de l'Espagne, centrée sur l'objectif de paralyser sa gauche intérieure.

Les archives allemandes et américaines le posent en père de la non-intervention, dont le choix de juillet 1936 contre le simple approvisionnement de l'Espagne républicaine (c'est de cela qu'il s'agit et pas seulement d'aide militaire) ne résulta pas de la seule pression de la « gouvernante anglaise ». Elle fut la tactique indispensable de contournement d'une forte pression de gauche en faveur de l'aide aux républicains. Début août, date de l'invention du concept, Welzeck jugea Blum angoissé non par le scrupule pro-républicain mais par la puissance de sa gauche : sa recherche d'« un *modus vivendi* avec l'Allemagne » était prouvée par « les déclarations officielles et semi-officielles du gouvernement à [son] attention [...], en dépit de l'agitation croissante des partisans d'extrême gauche du gouvernement »<sup>29</sup>. L'ambassadeur d'Allemagne ne le distinguait pas des Apaiseurs de Londres tracassés par leur propre gauche : « Les ministres modérés, particulièrement Blum et Delbos, *câbla-t-il le 21 août*, croient qu'ils ne pourront l'emporter contre les interventionnistes imbibés d'idéologie Front populaire que s'ils peuvent trouver à très bref délai un soutien dans une obligation internationale relative à l'embargo sur les armes. S[il...] ne se matérialise pas ces jours-ci, Blum et Delbos craignent de ne plus pouvoir résister à la pression intérieure grandissante et de devoir donner un appui illimité au gouvernement espagnol. Les livraisons et la marée des volontaires du front rouge prendraient alors des proportions dont les conséquences de politique étrangère seraient incalculables. » Ces « modérés » ne retrouveraient leur liberté de mouvement « que si l'Angleterre voulait et pouvait exercer [...] sur leur gouvernement [...] une pression assez forte pour que le soutien français à l'Espagne rouge cesse immédiatement [...] Ce n'est que si les Britanniques parlent sérieusement avec les Français que Blum et Delbos réussiront à tenir en laisse leurs collègues [...]. La clé de l'affaire est donc à Londres », affirma Welzeck le 2 septembre<sup>30</sup>.

Le sens du compromis de Blum avec le Reich devait-il davantage à son sens des nécessités économiques - à son respect du caractère sacré du Dawes et du Young, créance si chère aux maîtres de l'économie française, et des desiderata des exportateurs de fer et de bauxite - qu'à la virulence de son antibolchevisme? Je l'ignore, mais ce dernier point ne l'éloigna pas non plus de ses milieux familiers : malgré la légende, il ne fit rien pour donner enfin chair au squelette militaire du pacte franco-soviétique, ce chiffon de papier que Jean-Baptiste Duroselle qualifiait de « chef d'œuvre du galimatias »<sup>31</sup>. Ses confidences sur les Soviets, émaillées de propos antibolcheviques, à son très cher Bullitt, ambassadeur de Roosevelt - qui partageait ses obsessions -, en 1936 et au-delà, contrastent avec les discours tenus aux délégués des Soviets, à commencer par Litvinov, sur son soutien sincère à l'alliance de revers, qui, contre Daladier et la « gouvernante anglaise », l'aurait rapproché des radicaux, très minoritaires, inquiets du danger allemand (Herriot, Zay ou Cot)<sup>32</sup>.

Si Léon Blum ne contesta pas la recherche d'« entente » avec le Reich, on ne saurait évidemment lui prêter sur ce point la flamme dont, envers les États-Unis, il brûla depuis les années de Roosevelt. Il ne fut pas animé par la seule passion pour la « démocratie américaine » qu'avait revendiquée toute la droite de la SFIO depuis 1918, où Albert Thomas déclarait qu'entre Wilson et Lénine, il fallait choisir<sup>33</sup>. L'appui sur les États-Unis, de même que sur la Grande-Bretagne - ancien allié privilégié qui demeurerait mais qui allait devenir secondaire par rapport à la référence américaine -, était également lié à la défense du *statu quo* intérieur. À la mi-mai 1936, « le ton rassurant » sur lequel Léon Blum présenta son programme « à l'American Club » de Paris convainquit « les milieux modérés et [...] les radicaux [...] que les communistes [ne] pourr[ai]ent [pas] longtemps donner leur appui au

Gouvernement. »<sup>34</sup>. Une fois installé, il délégua Georges Bonnet à l'ambassade à Washington, non pas, comme le crut l'excellent journaliste britannique Alexandre Werth, pour se débarrasser d'un radical droitier gênant : ce « favori » de la haute banque était chargé d'y négocier « un nouvel aménagement de la parité-or du franc »<sup>35</sup> : le gouverneur de la Banque de France s'était dès l'automne 1931 rallié à la sa dévaluation pour « régler, au moins provisoirement, la question des salaires et celle des indemnités de chômage », à défaut de pouvoir maintenir en France la baisse nominale à la hache que pratiquait (avec difficulté) Brüning<sup>36</sup>.

L'indéfectible lien du leader socialiste avec les États-Unis fut renforcé par la guerre et par l'appui américain, considérable, à la SFIO et à ses annexes, CGT confédérée comprise. Bailleur de fonds privilégié des mouvements social-démocrates anticommunistes européens (pas seulement français)<sup>37</sup>, Washington subventionna la SFIO dès l'Occupation, amorçant alors la « politique de la gauche non communiste » qui assurerait la transition, après la Libération et surtout après l'éviction des ministres communistes – but obsessionnel de cette collaboration – vers le « retour à la normale » (*Back to normalcy*) : la remise en selle de la droite classique compromise par son comportement des années 1940-1944 et l'alliance privilégiée avec elle. Cette option n'exclurait pas le rôle de « conseil » de Léon Blum, sur lequel les milieux dirigeants, français et américains, surenchérent de flagornerie. Car l'influence d'après-Libération que ceux-ci lui prêtèrent dépassa grandement celle d'un fugace Premier ministre inaugurant un cabinet sans communistes. La *Non Communist Left Policy* fournit la clé des scissions syndicales à venir, financées par le Département d'État mais revendiquées publiquement par l'*American Federation of Labor* depuis son congrès de septembre 1944. La question, taboue en France, a généré une masse d'études anglophones dominées par les travaux d'Anthony Carew<sup>38</sup>. Décisif pour « fiche les communistes à la porte du gouvernement » (*kick the Communists out of the Cabinet*) – formule et promesse permanentes du poulain de Blum, André Philip, aux Américains en 1946-1947<sup>39</sup> – et réussir la scission de la CGT – qui briserait l'énergie de la classe ouvrière française pendant la Reconstruction à laquelle s'intéressait directement Washington –, l'appui privilégié sur la SFIO était également prometteur pour la politique extérieure : le parti socialiste ferait preuve, sur l'empire et sur la question allemande, de la souplesse dont manquait de Gaulle<sup>40</sup>.

Tièdes envers Washington et Londres et plus encore envers l'héritier occidental du Reich, de Gaulle et Bidault n'hésitèrent cependant pas à flatter les chefs de la zone d'influence dans laquelle se trouvait la France au lendemain de sa Libération en recourant, en vue de la mise en place du « Bloc occidental », aux bons offices d'un Léon Blum beaucoup plus « américain » et « britannique » qu'eux-mêmes. Reconnaisant par ailleurs pour son rôle, évoqué ci-dessus, dans le veto contre tout accord socialo-communiste en 1945, de Gaulle « pourrait lui prouver sa reconnaissance en lui offrant un poste d'Ambassadeur dans une grande Capitale », annoncèrent les RG en septembre<sup>41</sup>. On prononça son nom en octobre 1945 pour le poste de délégué français à la Conférence des Nations unies, « nomination [qui...] indiquerait que le Général de Gaulle poursuit son dessein de réaliser une entente étroite avec les pays d'Europe occidentale, notamment la Grande-Bretagne. Le choix de M. Léon Blum qui [...] est actuellement persona grata à Londres, indiquerait que son rôle dépassera le cadre de sa fonction pour affecter celui d'un ambassadeur officieux. »<sup>42</sup>. Mais, la gouvernante anglaise gouvernant moins que jamais, et le guide étant désormais américain, de Gaulle le choisit, avant de partir, non comme ambassadeur mais comme ambassadeur extraordinaire pour aller négocier avec Washington de nouveaux emprunts.

Avant même son voyage, les perspectives de capitulation, sur la question allemande, les nationalisations et le reste, évoquèrent la *Gleichshaltung* d'avant-guerre (l'adaptation au Reich que fustigeait Alexander Werth entre 1938 et 1940) – la comparaison s'impose, et ne peut choquer que ceux qui n'ont pas consulté les fonds<sup>43</sup>. C'est avec l'allant que partageait



« l'Américain » Jean Monnet mais beaucoup moins le chef du gouvernement socialiste, Félix Gouin, que Léon Blum, achevant une mission de mai dont la SFIO escomptait un triomphe électoral, signa le 28 mai 1946 les accords dits Blum-Byrnes. La gravité des engagements pris en échange d'une « aide » nulle et subordonnée à des conditions léonines avait fait reculer Gouin : elle ne relève pas « de la légende noire » que Jacques impute à un anti-américanisme pathologique. Les contemporains en retinrent surtout la perspective d'une liquidation du cinéma français dont Blum, comme tous les négociateurs, fut parfaitement informé, mais qu'il dissimula soigneusement à son retour. Son descriptif idyllique de l'« aide américaine », aussi mensonger que celui des mémoires de Jean Monnet <sup>44</sup>, atteint des sommets dans le maquillage de la catastrophe cinématographique. Dans ce domaine, sa campagne de propagande conduite en personne et via *Le Populaire* n'empêcha pas l'extrême mobilisation d'une profession très syndiquée, sur une base « unitaire ». <sup>45</sup>

C'est à l'époque de son bref « gouvernement homogène socialiste » que Léon Blum compléta sa contribution au bloc occidental, avec le leader travailliste et secrétaire au Foreign Office Bevin, aussi antisoviétique que lui et aussi fébrilement en quête d'alliance américaine. Ils amorcèrent l'alliance *erga omnes* dans laquelle Moscou redoutait la répétition du Pacte à Quatre ou du « cordon sanitaire », première étape vers la réintégration des anciennes puissances fascistes dans l'alliance occidentale qui prendrait le nom, en avril 1949, de Pacte atlantique. Cette marche forcée vers le « Bloc occidental » scandalisa aussi le philosoviétique mais impuissant ambassadeur à Moscou, le général Catroux, tant sur le fond que sur la forme. Car ce gaulliste de la première heure, d'une part, accordait du poids au « traité » (qui n'en avait aucun) « d'alliance et d'assistance mutuelle entre la République française et l'Union des Républiques socialistes soviétiques » conclu le 10 décembre 1944 avec Staline par de Gaulle, qui avait célébré cette « belle et bonne alliance » anti-Reich; d'autre part, avait reçu de Blum l'instruction de solliciter audience de Molotov pour rassurer les Soviétiques sur « l'objet de sa visite à Londres ». Catroux l'avait suivie <sup>46</sup>, tentant d'apaiser « des suspicions toujours latentes » à Moscou d'alliance antisoviétique avec les Anglais. Il n'apprit donc qu'après coup, comme l'URSS, « la décision de conclure une alliance prise par les gouvernement français et britannique », c'est à dire d'aller « au-delà du but que nous avons déclaré. » <sup>47</sup>

Les États auxquels Léon Blum voulait plaire furent séduits et « les milieux américains » de Paris annoncèrent que le futur gouvernement (tripartite à nouveau, depuis le 21 janvier) s'alignerait sur cette orientation : « M. Bidault se détachera de la politique extérieure qu'il avait conduite jusqu'alors et qui s'inspirait des vues du Général de Gaulle pour rejoindre la ligne établie par M. Léon Blum. Cette attitude tendrait au rapprochement franco-anglais, et à un ralliement à la politique anglo-américaine de fermeté envers Moscou » <sup>48</sup>. Léon Blum offrit ainsi à Bidault un utile point de chute, tant on piaffait, au MRP aussi, de satisfaire les mêmes alliés et tant l'antisoviétisme y était puissant.

Plus que tout, c'est la haine antisémite et la rancœur sociale des classes dirigeantes ingrates, après les acquis ouvriers du printemps 1936, qui érigèrent Léon Blum en homme de gauche. Peut-être le plus honni en public, il fut apprécié en privé pour sa modération socio-économique, son respect du *statu quo* et sa discrétion sur les plans antirépublicains dont il n'ignorait rien. Il est significatif qu'il n'ait pas suscité la même détestation qu'un ministre juif de gauche comme Jean Zay ou de droite comme Georges Mandel, que sa méfiance envers le Reich transforma en paria des élites antisémites et germanophiles. Premier ministre, Blum abandonna dans les jours qui suivirent le putsch de Franco la République espagnole à ses assaillants italiens et allemands. Il ne fit rien pour proscrire d'autres abandons, inévitables en l'absence d'un puissant coup de barre, la cession au Reich de l'Autriche puis de la Tchécoslovaquie – dont d'autres Premiers ministres ou ministres des Affaires étrangères assumeraient la paternité. Il ne tenta même pas, comme l'avait fait Barthou et comme Herriot

se contentait d'en rêver, le coup de barre qu'eût constitué contre l'assaut du Reich sur un seul front la mise en œuvre du pacte franco-soviétique. Il se fit après-guerre le champion d'une « troisième voie » entre deux contre-modèles sociopolitiques présumés : par ce faux équilibre, auquel les archives déniaient toute substance, il para la *Pax Americana* des couleurs de la démocratie et de la liberté en maintenant à l'URSS le label de repoussoir absolu dont il l'avait gratifiée dès les années vingt.

On a beaucoup commenté, à la suite d'Annie Kriegel, « le côté hors mesure de l'exécration à laquelle les communistes vouent Léon Blum », leur « hostilité [...] envers le chef de la SFIO [...] totale, absolue », « leur haine envers l'homme Blum » ou celle des Soviétiques contre ce « réactionnaire, socialiste de droite, traître à la classe ouvrière, ennemi enragé de l'URSS, journaliste bourgeois, étroitement lié au capital monopoliste, anti-prolétarien, ennemi de la paix »<sup>49</sup>. Il reste à étudier à quel point l'antibolchevisme socio-économique avéré (sa nature éthique ne ressort pas des fonds originaux) hanta « l'homme Blum »; et le rôle clé qu'occupait ce fondateur français de la « gauche américaine » dans les alliances anticommunistes discrètes ou ouvertes de politique intérieure *et* extérieure de l'avant et de l'après-Deuxième Guerre mondiale.

<sup>1</sup> Allusions, Ilan Greilsammer, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> parties, *passim*; citation, p. 239.

<sup>2</sup> « Léon Blum vu par les communistes », *Preuves*, n° 182, avril 1966, p. 34-46, modèle suivi par Greilsammer, *Blum*, p. 241-243.

<sup>3</sup> Fichier général et notices individuelles des communistes arrêtés depuis le décret-loi du 26 septembre 1939 interdisant le PCF, de Seine-et-Oise à Territoire de Belfort et Algérie (Alger, Oran et Constantine), dossier « fichiers des militants », F7 15277, militants, surveillance du parti communiste, 1940-1948, AN. Maint exemple d'enrichissement politique, à gauche, Annie Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, édition revue et augmentée à paraître, 2010.

<sup>4</sup> « M. Léon Blum a récemment retiré d'importants capitaux du Crédit lyonnais pour les placer dans différentes banques de Genève. Les dépôts du leader socialiste en Suisse se monteraient actuellement à près de quarante millions. » RGPP, Archives confidentielles, pièce unique (ACPU), 30 juin 1932, dossier « Informations, 1920-1962 », BA 1978, Léon Blum, archives de la Préfecture de police (APP), etc.

<sup>5</sup> Dernière citation, Greilsammer, *Blum*, p. 242 (ici au pluriel).

<sup>6</sup> RGPP, 27 février 1928, GA, F 3, Ludovic-Oscar Frossard, APP.

<sup>7</sup> Michael Jabara Carley, *Revolution and Intervention: The French Government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Kingston & Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983; « Episodes from the early Cold War : Franco-Soviet relations, 1917-1927 », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, n° 7, 2000, p. 1275-1305.

<sup>8</sup> En réalité Banque industrielle de Chine, dans le scandale de laquelle (1922-1923) les deux frères Berthelot, le Sénateur André, un des deux « trésoriers de la caisse électorale du Bloc National », et Philippe, furent impliqués; et ce ne fut pas la seule, F7 12951, 1918-20 et 1922, et 12952, 1923, Archives nationales (AN) (citation, P/1484, « Le procès de la Banque Industrielle de Chine », Paris, 10 avril 1923, F7, vol. 12952); on parla en septembre 1930 de la démission imminente de Philippe Berthelot pour « consacrer son activité à d'importantes affaires financières », A.9089, Paris, 9 septembre 1930, F7 12957, 1930, AN (il ne partit qu'en 1933 et mourut en 1934).

<sup>9</sup> Greilsammer, *Blum*, p. 211-212.

<sup>10</sup> Pertinax, *Les fossoyeurs : défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*, New York, 1943, t. I, p. 293 et 247-249.

<sup>11</sup> RG, 17 juillet 1940, BA 1976, Pierre Laval, APP; Lacroix-Riz, *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3<sup>e</sup> République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, index Léon Blum.

<sup>12</sup> Entretien annoncé au Conseil général de la Banque de France (CGBF), séance 25, 22 mai 1936, p. 235-246, Archives de la Banque de France (ABF).

<sup>13</sup> RG sans référence, 8 mai 1936, F7 13983, bleus de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale 1936, AN.

<sup>14</sup> Lettre personnelle de P. Quesnay à R. Lacour-Gayet, 28 octobre 1930, 1069199211/31, ABF; sur ces banquiers partisans de la poigne contre les revendications populaires, en Italie, en Allemagne et ailleurs, *Le choix*, index, BRI, et Trepp Gian, *Bankgeschäfte mit dem Feind. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zweiten Weltkrieg. Von Hitlers Europabank zum Instrument des Marshallplans*, Zurich, Rotpunktverlag, 1996.

<sup>15</sup> Nom issu de la réorganisation de juillet de la Confédération générale de la Production française.

<sup>16</sup> PP 429, 28 juillet 1936, GA, C 25, Comité des Forges, APP. Allusions, *Le choix*, chap. 3 et 6 (notamment p. 243-247).

<sup>17</sup> « Réunion extraordinaire » du 9 juin 1936, 38 p. (une mine), PV Assemblée des présidents, série IX, 1 (44 à 48), 1933-1938 ; voir aussi réunion 6 juillet 1936, IX, 2 (8), le PV bureau et assemblée des présidents des chambres de commerce, archives CCP.

<sup>18</sup> PV du congrès, p. 288, 291 et 312, BDIC, 8° P 3025 et Lacroix-Riz, « Unitaires et Confédérés d'une réunification à l'autre (1934-1943) », *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes (chirm)*, n° 15, 1983, p. 36 sq. (31-58).

<sup>19</sup> Mémoire joint à la lettre Sa. 3-1421 de Faupel à Neurath, Salamanque, 13 avril 1937, *Documents on German Foreign Policy (DGFP)*, D, III, p. 270-1. Blum, Spinasse, Coutrot et alii, *Le choix*, index, notamment chapitre 6.

<sup>20</sup> Lacroix-Riz, « L'Église de France et la reconstitution de la droite après la Libération, 1944-1946 », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, dir., *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 111-124.

<sup>21</sup> Note DGSN-DRG, Source : RG Lille, 15 décembre 1945, F7, vol. 15291, milieux religieux, église catholique, attitude politique des évêques et archevêques sous l'Occupation, AN.

<sup>22</sup> RGPP, ACPU, 22 septembre 1945, BA 1978, Léon Blum, APP.

<sup>23</sup> Lacroix-Riz, « CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947). Deux stratégies de la Reconstruction », thèse d'État Paris I, 1981, et *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Éditions Sociales, 1983, index.

<sup>24</sup> RGPP, note manuscrite, 29 octobre 1945, BA 1978, Léon Blum, APP.

<sup>25</sup> Sur cette astuce cousue de câble, n. 23, comme pour tout ce qui en dehors des références concerne l'après-guerre.

<sup>26</sup> RGPP, 13 décembre 1946, BA 1978, Léon Blum, APP.

<sup>27</sup> RGPP, 10 avril 1947, BA 1978, Léon Blum, APP. Schuman, Lacroix-Riz, *Le choix* et « Frankreich und die europäische Integration. Das Gewicht der Beziehungen mit den Vereinigten Staaten und Deutschland, 1920-1955 », *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*, Thomas Sandkuehler et al., éd., Göttingen, Wallstein-Verlagen, vol. 18, 2002, p. 145-194.

<sup>28</sup> Fiche 4636, 7 mai 1936, F7 13983, AN.

<sup>29</sup> Dépêche A 3344, Paris, 6 août 1936, *DGFP*, C, V, p. 881-882.

<sup>30</sup> Tél. 482 Welczek à Neurath, Paris, 21 août 1936, et lettre à Dieckhoff, 2 septembre 1936, *DGFP*, D, III, p. 49 et 68.

<sup>31</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence de la France, 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983, p. 142.

<sup>32</sup> Comparer les propos de Blum devant les Américains, Lacroix-Riz, *Le choix*, chap. 7-10, *passim* (sur les Pays Baltes, p. 489) et à usage soviétique, Carley, « A Soviet Eye on France from the rue de Grenelle in Paris », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 17, n° 2, juin 2006, p. 295-346.

<sup>33</sup> « Démocratie ou bolchevisme », 9 novembre 1918, *L'Humanité*.

<sup>34</sup> C. 5021, Dans les couloirs de la Chambre, 16 mai 1936, F7 13983, AN.

<sup>35</sup> *The twilight of France, 1933-1940*, New York, Harpers & Brothers Publishers, 1942, p. 165, et C/81, 13 février 1937, F7 14875, AN.

<sup>36</sup> Clément Moret, CGBF, séance extraordinaire 43, 22 septembre 1931, p. 473, ABF, et *Le choix*.

<sup>37</sup> Eric Thomas Chester, *Covert network, Progressives, the International Rescue Committee and the CIA*, Armonk, New York, M. E. Sharpe, 1995.

<sup>38</sup> Anthony Carew, *Labour under the Marshall Plan*, Manchester, Manchester University Press, 1987; « The Schism within the World Federation of Trade Unions: Government and Trade Union Diplomacy », *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335; « The origins of CIA financing of AFL programs », *Covert Action Quarterly*, spring-summer 1999, 56-60, version raccourcie de « The American Labor Movement in Fizzland : the Free Trade Union Committee and the CIA », *Labor History*, vol. 39, n° 1, 1998, p. 25-42; « Conflict within the ICFTU : Anti-Communism et Anti-Colonialism in the 1950 », *International Review of Social History*, 41, 1996, p. 147-181.

<sup>39</sup> Tél. 851.00/4-347 de Caffery, Paris, 3 avril, *Foreign Relations of the United States, 1947* vol. III, p. 696.

<sup>40</sup> Edward Rice-Maximin, "The United States and the French Left, 1945-1949 : the View from the State Department", *Journal of Contemporary History (JCH)*, vol. 19, 1984, p. 729-74; Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Éditions Sociales, 1986; « Du bon usage de la "politique de la gauche non communiste" », *chirm*, n° 30, 1987, p. 75-104; « Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947) », *le mouvement social*, avril 1990, p. 79-118; « La scission de 1947 (1943-1947) », in Pierre Cours-Salies et René Mouriaux, coordonnateurs, *L'unité syndicale en France, 1895-1995*, Paris, Syllepses, 1997, p. 31-50.

---

<sup>41</sup> RGPP, ACPU, 22 septembre 1945, BA 1978, Léon Blum, APP.

<sup>42</sup> RGPP, ACPU, 25 octobre 1945, BA 1978, Léon Blum, APP.

<sup>43</sup> Ceux des RG, de février à mai 1946, sont, selon l'habitude, plus brutaux que ceux du Quai d'Orsay (comparer BA 1978, Léon Blum, APP, et *Le choix de Marianne*).

<sup>44</sup> *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, qui bat des records de contrevérité.

<sup>45</sup> Jacques Portes, « Les origines de la légende noire des accords Blum-Byrnes », *revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1986, p. 314-329 ; Lacroix-Riz, « Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946) d'après les archives du Ministère des Affaires étrangères », *rhmc*, juillet-septembre 1984, p. 417-447; *Le choix de Marianne*; « Du bon usage » ; Marion Heilmann, « Les accords Blum-Byrnes et le cinéma français : histoire, enjeux et conséquences, des années trente à 1948 », mémoire de maîtrise, université Paris 7, 2000-2001.

<sup>46</sup> Tél. 95 Blum, Paris, et 94-96 Catroux, Moscou, 13 janvier 1947, Europe-URSS 1944-1949, vol. 52, relations bilatérales France-URSS, juin 1945-novembre 1947, MAE. « Alliance », URSS 1944-1949, vol. 51, France-URSS, septembre 1944-mai 1945, MAE, et Lacroix-Riz, « La transformation d'un ami en ennemi: l'URSS, le Quai d'Orsay, Washington et la presse entre l'alliance de guerre et la guerre froide, 1941-1948 », *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine. Hommage à Raymond Huard*, Centre d'histoire contemporaine du Languedoc-Roussillon, Université Paul Valéry, Montpellier III, 1995, p. 111-149.

<sup>47</sup> Catroux annonça les arguments (qu'il faisait évidemment siens) dont userait Molotov contre un tel manque de loyauté, tél. 152-161, Moscou, 21 janvier 1947, URSS 1944-1949, vol. 52.

<sup>48</sup> RG, exemplaire pour la 2<sup>ème</sup> section, 28 janvier 1947, GA, B 8, Georges Bidault, APP.

<sup>49</sup> Ilan Greilsammer lui-même ou citant Annie Kriegel (et la *Grande encyclopédie soviétique*), *Blum*, p. 240-241 et 494.